

M. HARRIS: Est-ce qu'une grande partie de ces intérêts est payable à New-York?

M. COOPER: Oui, une bonne partie; environ \$22,000,000 sont payables en fonds américains.

M. HARRIS: Je ne vois pas le chiffre comparatif; quel montant avez-vous payé en 1939, avez-vous dit?

M. COOPER: Sur la somme totale de \$50,000,000 en intérêts dus au public, \$22,000,000 sont payables en fonds américains.

M. HARRIS: Monsieur le président, cet emprunt a-t-il été remboursé, est-il refinancé, y a-t-il des échéances?

M. COOPER: En 1940?

M. HARRIS: Oui.

M. COOPER: Oui, A la page 5 du budget de 1940 vous verrez les rachats d'obligations à l'échéance pour un montant de \$8,200,000, et l'énumération des titres compris dans ce montant.

M. JACKMAN: Nous ne pouvons voir par la liste quelles valeurs sont payables en fonds américains.

M. COOPER: Non.

M. JACKMAN: Mais une bonne portion de ce montant est payable en fonds américains?

M. COOPER: Du capital?

M. JACKMAN: Des \$8,200,000, oui.

M. COOPER: Oui, une portion est payable en fonds américains. A mesure que ces valeurs sont rachetées, le rachat est financé au moyen de prêts du gouvernement qui sont remboursés plus tard par une émission garantie par le Dominion.

M. HARRIS: A New-York?

M. COOPER: Cela dépend de la situation. Notre financement actuel se fait entièrement au Canada.

M. HARRIS: Voici ce à quoi je veux en venir, monsieur le président; assurément le rachat des emprunts payables à New-York, ne "gèle" pas plus d'argent liquide au Canada par un remboursement qui prendra d'autres dollars canadiens pour le nouveau placement?

M. COOPER: C'est pourtant ce qui arrive.

M. HARRIS: Vraiment?

M. COOPER: Oui.

M. HARRIS: Cela constitue une situation très sérieuse, monsieur le président; nous manquons d'argent liquide au Canada. Si nous avons l'occasion de refinancer à New-York en vertu de la loi de Neutralité de 1939.

L'hon. M. HOWE: Je ne crois pas que nous refinancions beaucoup à New-York. Notre programme en général a été de refinancer dans le même marché que les emprunts précédents.

M. HARRIS: Si je comprends bien la situation, nous ne refinançons pas dans le même marché dans ce cas.

M. COOPER: Non, nous refinançons au Canada. Nos dernières émissions ont été lancées au Canada.

M. JACKMAN: Le refinancement s'est fait au Canada même dans le cas du remboursement des fonds américains?

M. COOPER: Cela, c'est entièrement l'affaire du gouvernement, et le chemin de fer n'a rien à y voir.

M. MACINNIS: Je propose que nous ajournions, monsieur le président.